



► 2 septembre 2016

## France-Incompréhension face à la fermeture du site Hitachi d'Ardon

ORLEANS, Loiret, 2 septembre (Reuters) - L'annonce de la fermeture prochaine du site Hitachi d'Ardon (Loiret), qui emploie 170 personnes, provoque la colère des élus locaux, qui ne comprennent pas les choix du géant japonais.

Les présidents Les Républicains de l'agglomération d'Orléans et du Conseil départemental du Loiret, ainsi que le président socialiste de la région Centre-Val-de-Loire et le sénateur socialiste du Loiret viennent d'adresser un courrier commun au président de Hitachi Global.

"Si cette fermeture venait à aboutir, l'impact serait désastreux pour les salariés, les partenaires de l'entreprise et plus globalement, l'écosystème économique de notre territoire", écrivent les élus qui invitent Hitachi à "examiner toutes les solutions possibles pour installer de nouvelles activités".

Dans un autre courrier adressé au président François Hollande, Jean-Pierre Sueur, sénateur socialiste du Loiret, écrit que "l'annonce d'un projet de fermeture apparaît aujourd'hui comme une douche froide".

Le parlementaire rappelle comment le département et l'agglomération d'Orléans avaient, au début des années 90, accompagné l'implantation du géant japonais de produits, logiciels et services liés au stockage de données.

François Bonneau, président la région Centre-Val-de-Loire, ne comprend pas la démarche de la direction d'Hitachi.

"Nous avons été reçus par Hitachi et avons écouté ses arguments. Certes, les produits d'hier sont remplacés par des services, mais nous sommes, ici, tout à fait capables, humainement, d'accompagner ces changements grâce à la formation professionnelle", explique à Reuters l'élu qui estime qu'une firme "ne peut pas solliciter les collectivités pour son installation et son développement, puis partir ainsi sans considération pour elle".

De son côté, la direction d'Hitachi dit regretter la décision tout en la jugeant inéluctable.

"Le marché des produits, logiciels et services liés au stockage de données connaît de profonds bouleversements", écrit la direction dans un communiqué transmis à Reuters.

"Face à ce bouleversement, Hitachi doit accélérer sa transformation pour préserver sa compétitivité ( ) La fabrication des mémoires Flash et les solutions logicielles requièrent moins de charge de travail ce qui entraîne une surcapacité de production", poursuit-elle.

Des arguments que les élus contestent, pointant "le récent achat, par Hitachi, d'une entreprise de service en Ile-de-France".

La procédure officielle d'information-consultation devrait commencer en septembre et durer trois mois, indique la direction d'Hitachi. (Mourad Guichard, édité par Yves Clarisse)

Reuters le 02 sept. 16 à 16 51.